

## LETTRES D'ITALIE.

---

Bologne.

Après un déjeuner exquis, où je reconnais l'art du cuisinier dont j'avais apprécié les talents à Rome, nous descendons de la colline de Mezzarata, pour visiter à Bologne le nouveau musée ombrien, qui s'agrandit chaque jour. J'espérais retrouver le député Ferdinando Berti, qui m'avait servi de guide ici dans ma visite aux écoles ; mais il était absent et il est mort depuis. C'était un ami dévoué des travailleurs et de leurs associations. Un ouvrier maçon, Enrico Zironi, que j'avais rencontré dans une réunion d'une société coopérative, a bien voulu m'envoyer une biographie très touchante de Berti qu'il a écrite et qui a été publiée aux frais des associations ouvrières. J'y vois qu'aux funérailles de cet homme de bien soixante de ces sociétés étaient représentées. Un souvenir, adressé à la mémoire du défunt, est signé par six membres de ces associations, dont trois femmes, Elisa Avati, Rita Federici et Pia Tibaldi. Cette touchante reconnaissance fait honneur aux ouvriers italiens. Ailleurs, les services rendus sont trop souvent méconnus. Dans une ville où l'on publie un journal spécial pour les femmes, *La Donna*, il n'est pas étonnant que les ouvrières prennent leur part dans les manifestations du sentiment public.

J'apprends que Bologne veut aussi avoir son école des sciences politiques, à l'imitation de celle que le marquis Alfieri a fondée à Florence. Elle formera le complément des études universitaires. On y enseignera la science politique, celle des finances, de l'administration, de la comptabilité publique, la sociologie, l'ethnographie, le droit public, ecclé-

siastique et commercial, la législation économique, l'histoire des traités et de la diplomatie, etc. Le professeur Mantovani Orsetti, est nommé directeur. Mon ami A. Zorli, un des jeunes économistes les plus distingués de ce pays, m'écrit qu'il occupera l'une de ces chaires.

Bientôt l'Italie aura quatre de ces institutions, alors que la France n'en a qu'une, — très brillante, il est vrai, — celle que dirige M. Boutmy, et chez nous, en Belgique : *nihil*. On a préféré dépenser cinquante millions de francs pour un palais de justice.

Nous passons devant une école de filles. — N'est-il pas étrange, dis-je à Minghetti, que la loi sur l'instruction primaire, qui est la même en Italie et en Belgique, provoque chez nous, de la part du clergé, une condamnation absolue, des protestations indignées, des anathèmes sans merci, jusqu'au refus des sacrements, tandis qu'elle est appliquée chez vous sans aucune difficulté, souvent même par des prêtres et des religieuses?

— Le mot de Pascal sera toujours vrai, répond Minghetti : Vérité au delà, erreur en deçà des Pyrénées. Voyez quelle différence aussi dans la façon dont s'est accomplie récemment l'incamération des biens de certaines communautés religieuses en France et en Italie. En France, il y a eu des drames, des scènes épiques, d'autres héroï-comiques, mais les passions étaient véritablement très excitées. Le clergé était profondément remué. Beaucoup de ces fidèles, qui se rangeaient autour des religieux expulsés, étaient prêts à marcher au martyre. Rappelez-vous que dans le Midi il a fallu, en plusieurs endroits, faire un véritable siège. Ailleurs, on a dû affamer la pieuse garnison. L'émotion provoquée en France par cette résistance n'est pas encore calmée. Chez nous, à Rome même, dans la capitale de la catholicité, rien de pareil. Voici comment cela s'est passé, quand l'État a pris possession des couvents et des biens que la loi lui attribuait. Le représentant de l'autorité se présentait devant la porte du couvent. Il la trouvait fermée. Il frappait. Une voix de l'intérieur répondait : — Qui est là?

— Le délégué du gouvernement, qui vient prendre possession de vos biens.

— Il m'est interdit de vous ouvrir.

— *Benè*; mais à moi il est commandé d'entrer.

— Êtes-vous décidé à employer la force ?

— Certainement; car je viens ici au nom de la loi.

— Êtes-vous prêt à déclarer dans un procès-verbal que vous êtes autorisé et décidé à entrer de force ?

— Parfaitement, puisque c'est la vérité.

Alors, la porte s'ouvrait. Le commissaire civil entra. Il était reçu avec tous les égards dus à sa qualité. Il était introduit dans la salle de réception. On rédigeait le procès-verbal de commun accord et en prenant ensemble des rafraîchissements. La scène se passait sans nulle aigreur et avec le décorum qui convient à des gens bien élevés et de goût, qui détestent les gros mots et les violences inutiles.

— J'ai toujours admiré, dis-je, le tact parfait du clergé italien. Il ignore absolument ce qu'est le fanatisme. Ne peut-on pas en conclure que la foi est peu ardente et l'indifférence en matière de religion, comme disait Lamennais, très grande? C'est évidemment une grande facilité pour régler les questions politico-religieuses. Mais si je considère la trempe des caractères, est-ce une véritable supériorité? Sans doute, vous pouvez vous féliciter de rencontrer de la tiédeur chez ceux que vous devez combattre, mais n'admirez-vous pas le sens profond de ce mot de l'Écriture: « Je vomirai ceux qui ne sont ni chauds ni froids! » On m'affirme que dans vos séminaires on insuffle plus d'ardeur dans l'âme des jeunes lévites. On leur met « du feu au ventre ». Pourvu que ce soit un feu de charité et qu'il ne serve pas un jour à flamber les hérétiques et les incroyants!

Le musée ombrien est devenu l'une des collections les plus curieuses de l'Italie. Des percées nouvelles ont été faites et se font encore dans un quartier qui était un cimetière de ce peuple inconnu, antérieur aux Étrusques, auquel on a donné ici le nom d'ombrien. On a reconstitué plusieurs tombeaux avec une scrupuleuse exactitude. Ce sont des fosses

peu profondes, entourées de murs en moellons. Des dalles les recouvrent. On y trouve des armes de bronze, des bijoux d'or et des vases à dessins archaïques beaucoup plus anciens que les vases dits étrusques. L'une des trouvailles les plus curieuses est celle d'une immense olla contenant plus de 9,000 objets de bronze brisés ou détériorés, haches, mors, pointes de javelots, fibules, conteaux, faucilles, etc. Le tout pèse 1,433 kilogrammes. Le directeur, qui nous accompagne, M. L. Frati, a écrit une dissertation pour prouver que tous ces objets étaient destinés à servir de monnaie, à une époque où le moyen d'échange était encore l'*æs rude*. Au Ponte de la Badia, près de Vulci, et à Narni, on avait déjà trouvé des trésors de bronze semblables, que De Rossi a considérés aussi comme de l'*æs rude*. A l'université ancienne, qui est à côté du musée municipal, je vais saluer la chaire où la belle Novella d'Andrea donnait ses leçons au xvi<sup>e</sup> siècle. Au plafond, on me montre les crochets où était fixé le rideau que l'on faisait descendre devant la chaire, quand elle était occupée par Novella, afin de dérober sa merveilleuse beauté aux regards des étudiants, qui, perdus dans la contemplation de ses charmes, auraient eu par trop de distractions. Minghetti prétend que c'est une légende empruntée à l'histoire de la belle Hypatie d'Alexandrie, qui faisait ses leçons de philosophie la tête cachée sous un voile. Dans la revue *Rousskaia Mysl* (La Pensée russe), M<sup>lle</sup> Nikitenko a fait un article très intéressant sur les femmes professeurs à l'université de Bologne. Elle y cite, outre Novella et Dorothea Bacchi, toutes deux du xvi<sup>e</sup> siècle, deux contemporaines de la savante philologue Laura Bassi (xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles) : d'abord Gaetana Agnesi, « ce phénomène plus étrange que la cathédrale de Milan », qui, à l'âge de neuf ans, défend en latin le droit de son sexe à l'éducation supérieure; et Anna Morandi, qui étudie à fond l'anatomie et les sciences naturelles, pour aider son mari. Ceci rappelle l'admirable et touchant récit de Diderot, intitulé : *Ceci n'est pas un conte*.

Les murs de la grande salle de cérémonie et ceux des

corridors sont couverts des noms, avec armoiries, de tous ceux qui ont conquis le titre si envié jadis de docteur de l'université de Bologne. J'y vois ceux d'un assez grand nombre de Flamands. Seulement, il faut remarquer que la renommée de la Flandre était si grande jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, que les autres provinces belges étaient, à l'étranger, comprises sous cette désignation, de même qu'on a dit « Hollande » pour les Pays-Bas. Tout Belge était un *Fiamingho*.

La salle où se donnait autrefois le cours d'anatomie a des lambris de chêne et un plafond admirables; le tableau derrière la chaire est soutenu par deux figures anatomiques, sculptées en bois, d'un effet saisissant. Tout autour, se trouvent les bustes des principaux anatomistes. L'art a créé à la science un théâtre digne d'elle. Noble association : L'art embellissant tout. *Non de solo pane vivit homo*.

Ce que je ne puis assez recommander à ceux qui président à la reconstruction de nos universités, c'est d'y placer des bustes ou des plaques de marbre rappelant les professeurs éminents, comme on le fait en Italie. Chez nous, on relègue les statues et les monuments dans les cimetières, où l'on ne va guère. C'est au milieu des vivants qu'il faut les mettre, afin de leur servir d'exemple.

En passant devant la cathédrale, dont la façade en briques crues n'a pas reçu ses revêtements de marbre, je demande à Minghetti d'où vient que tant de monuments sont restés ainsi inachevés à partir du xvi<sup>e</sup> siècle.

— C'est, me répond-il, l'effet des guerres et des invasions étrangères. Au moyen âge, communes autonomes et petits princes se battaient; mais cela ne ruinait pas le pays, dont la prospérité était merveilleuse.

— En Angleterre, en Belgique, en France, repris-je, ces derniers siècles du moyen âge ont aussi apporté beaucoup de bien-être, comme le prouve l'accroissement de la population. Voici dans mon carnet quelques chiffres bien curieux que j'ai notés dans une communication faite à notre Académie par mon savant collègue M. Alphonse Wauters. Le canton de Glabbeek comptait, en 1374, 10,368 habitants. En 1492,

il n'y en avait plus que 4,584, et, en 1526, 4,830. C'est après 1830 seulement que la population est redevenue aussi dense qu'au moyen âge. Autre fait : A Landen, en 1374, il y avait 315 ménages ; en 1496, il en restait 23, et, en 1856, il n'y en avait encore que 233. Quel argument en faveur des autonomies locales ! La centralisation et les grandes guerres qui commencent avec l'ère moderne ont été d'effroyables fléaux : ruine, dépopulation, misères sans nombre, et en Espagne, et en France, et en Allemagne, et dans les Pays-Bas. Ce côté si instructif de l'histoire économique n'a jamais été clairement exposé.

Tandis que nous remontons à Mezzarata, Minghetti me parle de la Sicile, qu'il connaît bien, parce qu'il y va chaque année visiter le domaine de son beau-fils, le prince Camporeale. — Les Siciliens, me dit-il, se plaignent toujours beaucoup, surtout des Napolitains. Mais, en somme, le pays devient prospère. Malgré les ardeurs du sang méridional, il n'y a nul foyer de républicanisme ou de socialisme, comme il y en a tant dans les Romagnes et dans le nord de la Péninsule. Seulement, la *mafia* existe toujours et elle s'applique maintenant aux élections. En voici un cas qui ne manque pas de couleur locale : Mon beau-fils Camporeale était candidat ; il n'est pas élu, faute de quelques voix. Son agent remarque que dans un village, il y a autant de bulletins pour son adversaire qu'il y a d'électeurs. On s'informe. Les partisans de Camporeale racontent que le syndic a réuni chez lui tous les électeurs et leur a dit : « Nous sommes tous d'accord. Nous votons pour X. » et qu'il a mis dans l'urne autant de bulletins qu'il y a d'électeurs. Quand on veut constater le fait dans l'enquête, tous les informants rétractent devant notaire ce qu'ils avaient affirmé. « Pourquoi n'avez-vous pas osé maintenir votre première déposition ? leur demande-t-on. — Voici : Le syndic nous a fait savoir que si nous ne rétractions pas ce que nous avons dit, nous ne verrions pas la Noël. On était en octobre : nous n'aurions eu qu'à faire notre testament. C'était dur : chacun tient à la vie. » Voilà un exemple de la *mafia* électorale. Le système belge de votation serait un remède à tenter pour y mettre fin.

Nous touchons à la question du divorce, qui est posée aussi en Italie. — Je n'ai pas de parti pris, dit Minghetti. Suivant moi, ce qu'il faudrait élucider par une comparaison scientifique des faits, c'est ceci : Le divorce ébranle-t-il, oui ou non, la famille ? Si oui, je n'en veux à aucun prix. — Comparez, lui dis-je, les pays protestants où le divorce est en vigueur, et les pays catholiques où il n'existe pas. Dans lesquels le sentiment de la famille est-il le plus fort et ses devoirs le mieux respectés ? En Belgique, le divorce, établi par le Code civil français, a été maintenu, et il donne lieu à si peu d'abus que le clergé, qui a entrepris une campagne en règle contre le mariage civil, n'a pas attaqué les dispositions du code qui autorisent le divorce. — N'oublions jamais, répond Minghetti, que les mêmes lois peuvent produire des effets très différents en pays protestants et en pays catholiques, en Belgique et en Italie. Les faits sociaux sont extrêmement complexes. C'est surtout en ce qui touche les mœurs qu'il est difficile de conclure d'un peuple à un autre.

Avant le dîner, nous nous asseyons au jardin. Le soleil couchant teint en rouge vif les monuments de briques sombres de Bologne. L'aspect est fantastique. Au dîner, nous avons, entre autres, M. Ernesto Masi, qui a publié plusieurs études très intéressantes sur les partisans de la Réforme en Italie, au xvi<sup>e</sup> siècle, et sur la société italienne à la fin du siècle dernier. On parle de l'organisation des universités italiennes. Minghetti dit qu'on veut y introduire des changements qu'il ne peut entièrement approuver. Depuis lors, j'ai eu connaissance du projet ministériel qu'on discute à la Chambre italienne au moment où j'écris ces lignes. Cette loi nouvelle m'a frappé parce que j'y ai retrouvé les idées qui ont été adoptées par les conseils académiques des universités de l'État en Belgique, en même temps que celle du *Staats examen* que M. Frère-Orban préconise depuis bien longtemps. Pour me rendre compte du projet préparé par le ministre Baccelli, je parcours l'important rapport du député Borio, qui, suivant le louable usage du Parlement italien, a rédigé toute une monographie sur la matière. Il y donne

de nombreux et intéressants détails sur l'histoire des universités italiennes et étrangères, sur leurs institutions et sur les résultats obtenus sous le rapport du développement scientifique. Le savant rapporteur recherche d'abord les origines de l'enseignement supérieur en Italie, lorsque des maîtres privés enseignaient en même temps dans les cloîtres et dans les écoles ecclésiastiques annexées aux évêchés, la grammaire, la philosophie, la poésie et la didactique. A partir du x<sup>e</sup> et du xi<sup>e</sup> siècle où florissaient Pietro Damiani, Anselmo, Lanfranco Papi et Burgondio, il suit graduellement le progrès des écoles italiennes jusqu'à la création des universités.

Il retrace leurs premières épreuves; il analyse leurs constitutions et leurs privilèges, en faisant remarquer le rapide développement qui accompagne la renaissance des études et, enfin, il retrace leur décadence graduelle, jusqu'à nos jours, et en indique les causes.

De l'ensemble des conclusions que lui fournit la critique historique, il déduit la nécessité de restituer aux établissements d'instruction supérieure leur ancienne autonomie, et il reconnaît que le projet ministériel a eu surtout ce résultat en vue.

Les trois points principaux de la réforme universitaire proposée sont les suivants :

- 1<sup>o</sup> Complète autonomie de chaque université;
- 2<sup>o</sup> Liberté absolue de l'enseignement et des études;
- 3<sup>o</sup> Décentralisation et entière indépendance de chaque faculté.

Pour réaliser le premier de ces projets, il accorde la personnalité juridique aux instituts d'instruction supérieure, et leur autonomie didactique, administrative et disciplinaire, sous la surveillance de l'État.

Tous les biens, meubles et immeubles, le matériel scientifique, les bibliothèques, les musées, etc., que chaque université possède actuellement, deviendraient sa propriété exclusive, comme cela existe en Angleterre, à Oxford et à Cambridge, pour chaque collègue universitaire.

Chaque université recevra une dotation fixe du trésor de l'État, et ce subside pourra s'augmenter des dons des communes et des particuliers, et de la taxe d'inscription des élèves pour chaque cours en particulier. Les examens spéciaux de fin d'année sont supprimés. Le doctorat sera exclusivement réservé pour ceux qui aspirent à l'enseignement supérieur. Au lieu des anciens examens spéciaux, on établira un seul « examen d'État » pour tous ceux qui se destinent à la carrière de la magistrature ou aux professions d'avocat, de médecin, d'ingénieur et de pharmacien.

La décentralisation des universités et leur complète indépendance seront garanties par la création d'un conseil administratif composé des doyens des facultés et présidé par le recteur. En outre, le rectorat sera conféré par le suffrage des professeurs de chaque université ou institut.

Le conseil administratif est chargé de la gestion financière et économique des universités ; c'est pourquoi la commission parlementaire a proposé d'adjoindre à ce conseil deux représentants de la province et de la commune où se trouve une université qui possède toutes les facultés.

Dans chaque université, les professeurs, tant ordinaires qu'extraordinaires, sont nommés par leurs propres collègues et sont inamovibles.

La plupart de ces réformes me paraissent excellentes, sauf celle qui concerne la nomination des professeurs.

Le système actuellement en vigueur, qui fait désigner le candidat au choix du ministre par une commission de spécialistes, me paraît très supérieur. Je fais au choix abandonné complètement aux facultés, trois reproches : premièrement, danger de népotisme en faveur des fils et parents des professeurs : la casse pour le sené ; — deuxièmement, la faculté où domine un certain esprit, une certaine école peut refuser de s'ouvrir aux idées nouvelles ou différentes des siennes ; — troisièmement, — et ceci est le défaut le plus grave, — dans la faculté où une chaire est vacante, le spécialiste qui pourrait le mieux juger les candidats est précisément celui qui manque et qu'il faut remplacer. Exemple : Il s'agit de nom-

mer un professeur d'économie politique : qui fera le meilleur choix, ou la faculté au sein de laquelle il ne reste plus d'économistes, ou une commission spéciale composée des trois ou cinq économistes les plus capables du pays? La supériorité du système italien actuel est indiscutable.

Je note dans la *Revista italiana*, de Palerme, un article très bien fait sur la réforme universitaire, par le comte A. di Monale.

En prenant le café, je remarque dans le salon de M<sup>me</sup> Minghetti un coffre de mariage du xvi<sup>e</sup> siècle. Ces coffres étaient d'un usage général au moyen âge, et je les ai retrouvés, mais très simples, parmi les Slaves du Danube. La fiancée l'emporte avec elle et y met les vêtements, les étoffes, le linge qu'elle reçoit ou qu'elle se fait pour elle-même. Ceux qu'on voit en Italie sont presque grands comme des sarcophages romains, dont ils ont à peu près la forme. Leur ornementation et leurs moulures sont extrêmement variées. J'en ai vu des exemplaires admirables chez le marquis de Bath, dans sa résidence royale de Longleat; il y en avait plusieurs qui venaient de Venise. Ils étaient tout couverts de peintures représentant des sujets de l'histoire sainte. Les moulures étaient polychromées, façon mosaïque. Le coffre chez Minghetti est en noyer, avec très peu d'ornements et de sculptures, mais d'une sobriété, d'une finesse, d'un goût absolument adorables. Je me rappelle en avoir vu deux dans le même genre au Bargello, à Florence, et un chez notre ministre à Rome, M. Van Loo. M. Terme, à Liège, possède un petit clavecin du même style, mais qui paraît de la Renaissance française. Les moulures sont d'une distinction supérieure à tout ce qu'ont fait les Romains. C'est aussi beau que l'art grec de la meilleure époque.

Ce que les artistes de l'Attique ont si admirablement compris, c'est l'effet que produit l'ornement quand il se détache sur des parties nues, comme, par exemple, la frise et les métopes du Parthénon, couronnant un mur de marbre blanc tout uni. Dans l'art comme dans la littérature il y a « le style attique », c'est-à-dire la finesse, la sobriété, la simplicité. Ce senti-

ment a complètement manqué à nos sculpteurs de la renaissance flamande et, en général, il fait encore défaut à nos architectes aujourd'hui. Ils obtiennent sans doute un certain effet, parfois très réel, par l'abondance et l'opulence de l'ornementation, comme dans les temples hindous. Mais cette suprême distinction de l'atticisme, ils ne l'ont jamais goûtée. Certains architectes français y arrivent, comme chez nous l'architecte Guimard au siècle dernier. Nos musées devraient à tout prix se procurer quelques-uns de ces coffres de mariage de la bonne époque.

Minghetti me parle de la caisse d'épargne de Bologne, qui a commencé avec rien, mais dont les directeurs inspiraient une confiance absolue. Ils ont fait et font encore toute la besogne de la direction gratuitement. Cela se voit souvent en Italie. Les bénéfices de la caisse sont employés à des œuvres d'utilité publique. Ainsi, deux millions sont mis, sans intérêt, à la disposition du crédit agricole; un million a été employé récemment à doter une caisse de retraite pour les ouvriers. C'est l'idée de Bismarck, mais réalisée sans l'intervention de l'État. Le progrès de l'épargne en Italie est vraiment extraordinaire. En 1825, il y avait dans la Péninsule 25 caisses d'épargne, et le capital déposé s'élevait à 2,691,182 francs. En 1881, il y en avait 355, et le total des dépôts montait à 714 millions. Les caisses d'épargne postales sont créées en 1875. En 1876, on compte 1,989 bureaux ouverts, et le capital déposé est de 2,443,000 francs. En 1881, le nombre des bureaux de poste-caisses d'épargne est de 3,406, et le capital s'élève à 65,059,000 francs. Le total des dépôts à titre d'épargne dans les diverses institutions était en 1881 de 973 millions, dont 376 millions pour la Lombardie seule. Un milliard dans la tire-lire des petites gens et des ouvriers, c'est un joli denier pour une nation que l'impôt rançonne cruellement. L'esprit de prévoyance doit être très développé en « ce pays des Lazarones ».

Je reste seul avec Minghetti jusque vers onze heures. Le train pour Milan ne part qu'à minuit. Il m'entretient de l'ancienne littérature italienne, qu'il connaît si bien et qu'il

aime tant. Il connaît son Dante tout entier par cœur. — Ce qui prouve, dit-il, le développement précoce de la littérature italienne, c'est que notre langue a été la première qui se soit définitivement formée. Voyez combien le français du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle diffère de celui d'aujourd'hui. L'italien du xvi<sup>e</sup> siècle est encore celui que nous parlons maintenant. Et il se met à me lire des passages d'un volume des œuvres inédites de Guicciardini : *Ricordi politici e civili*. J'en note deux passages extrêmement curieux, et j'en reproduis en note le texte original, pour faire apprécier la beauté de cette langue tout empreinte d'une latinité antique.

## XXVIII

« Je ne sais personne à qui déplaît plus qu'à moi l'ambition, l'avarice et la mollesse des prêtres; d'abord parce que chacun de ces vices est odieux, ensuite parce que tous ensemble conviennent peu à qui fait profession de vie soumise à Dieu, et encore parce que ce sont des vices si opposés, qu'ils ne peuvent se rencontrer réunis que dans une personne très étrange. Néanmoins, les relations que j'ai eues avec plusieurs pontifes m'ont obligé à m'attacher à leur grandeur, à cause de ma position. Sans cette considération, j'aurais aimé Martin Luther autant que moi-même, non pour m'affranchir des lois et des obligations de la religion chrétienne telle qu'elle est comprise communément, mais pour voir réduire cette troupe de scélérats dans des bornes convenables, c'est-à-dire pour qu'ils soient ou sans vices, ou sans autorité <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Io non so a chi dispiaccia più che a me la ambizione, la avarizia e la mollizie dei preti: si perchè ognuno di questi vizii in sè è odioso, si perchè ciascuno e tutti inzieme si convengono poco a chi fa professione di vita dipendente da Dio; e ancora perchè sono vizii si contrarii che non possono stare insieme se non in uno subbietto molto strano. Nondimeno il grado che ho avuto con più pontefici, mi ha necessitato a amare, per il particolare mio, la grandezza loro; e se non fussi questo rispetto, avrei amato Martino Lutero quanto me medesimo, non per liberar mi dalle leggi indotte dalla religione cristiana nel modo che è interpretata e intesa communemente, ma per vedere ridurre questa caterva di scelerati à termini debiti, cioè a restare o senza vizii, o senza autorità.

## CCXXXVI

« Je voudrais voir trois choses avant de mourir ; mais je doute, dussé-je même vivre longtemps, que j'en voie une seule : d'abord, une république bien ordonnée dans notre cité ; ensuite, l'Italie affranchie de tous les Barbares, et, enfin, le monde délivré de la tyrannie de ces scélérats de prêtres. »

## CCCXLVI

« J'ai toujours désiré naturellement la ruine de l'État ecclésiastique ; mais la fortune a voulu qu'il y eût deux pontifes (Léon X et Clément VII) tels que j'ai été forcé de désirer leur grandeur et de m'y dévouer. Sans cette circonstance, j'aurais aimé Martin Luther plus que moi-même, parce que j'aurais espéré que sa secte aurait ruiné cette scélérate tyrannie des prêtres, ou que du moins elle leur aurait coupé les ailes <sup>1</sup>. »

— Voilà bien, dis-je à Minghetti, vos Italiens du xvi<sup>e</sup> siècle, esprits supérieurs, politiques de premier ordre, mais sceptiques et indifférents en matière de religion. Tandis que la guerre régnait en Flandre et que les huguenots en France se faisaient brûler et égorger, vos libéraux, à la façon de Guichardin, se contentaient de vitupérer contre « les scélérats de prêtres ». Ainsi font encore les gueux de nos jours. Comme dit Voltaire, « ils dansent avec leurs chaînes » ; ils les maudissent, mais ils les conservent.

<sup>1</sup> Tre cose desidero vedere innanzi alla mia morte ; ma dubito, ancora che io vivessi molto, non ne vedere alcuna : uno vivere di republica bene ordinata nella città nostra ; Italia liberata da tutti i Barbari, e liberato il mondo dalla tirannido di questi scelerati preti.

Io ho sempre desiderato naturalmente la ruina dello stato ecclesiastico, e la fortuna ha voluto che sono stati, due pontefici tali, che sono stato sforzato desiderare e affaticarmi per la grandezza loro : se non fussi questo rispetto, amerei più Martino Lutero che me medesimo, perchè spererei che la sua setta potessi ruinare, o almanco tarpare le ale a questa scelerata tirannide dei preti.

M. Minghetti est toujours partisan de la représentation proportionnelle. Il regrette que ce principe n'ait pas été plus largement appliqué dans la nouvelle loi électorale. — C'est une expérience que nous allons faire, dit-il.

Les élections faites depuis lors ont prouvé qu'il avait raison. Dans trente-cinq des nouveaux collèges, où cinq députés étaient à élire, les électeurs ne pouvaient inscrire que quatre noms. C'est le système du vote limité. Partout où les minorités formaient un groupe important et bien organisé, ils ont obtenu le siège qui leur était dévolu. Cela a eu lieu dans seize collèges. Ces sièges de la minorité ont été presque tous conquis par des députés éminents. C'est grâce à cette clause que Minghetti a été réélu à Bologne et Correnti à Milan. Là où elle n'était pas appliquée, des hommes estimés par l'Italie tout entière, comme De Sanctis, de la gauche, et Maurogonato, ancien vice-président de la Chambre, ont succombé. C'est ainsi qu'en Belgique nous avons subi cette honte de voir le plus éminent de nos parlementaires, Paul Devaux, exclu de la Chambre, dont il était l'orgueil et la gloire.

A propos du canal de Panama, nous parlons de Gœthe, qui avait annoncé le percement des deux isthmes. Les grands poètes sont des prophètes. Le 21 février 1826, Gœthe dit à Eckermann qu'il a été très frappé des idées de Humboldt relativement au percement de l'isthme de Panama. Il ajoute : — C'est une nécessité pour les États-Unis que leurs navires puissent passer directement du golfe du Mexique dans le Pacifique. Je suis certain qu'ils y arriveront. Je souhaite aussi vivement que le Danube soit réuni au Rhin. En troisième lieu, je voudrais voir un canal à travers l'isthme de Suez possédé par les Anglais. Afin de vivre assez longtemps pour voir réaliser ces trois grands événements, cela vaudrait la peine de prolonger l'existence encore durant cinquante ans. La date même est annoncée.

Minghetti ne cache pas ses sympathies pour le chef de la gauche. — Vous savez, me dit-il, combien j'attache d'importance à l'étude des questions sociales. C'a été la préoccupa-

tion de toute ma vie. Dans chacun de mes discours-programmes, je n'hésite pas à dire que c'est le devoir des classes dirigeantes et de la législature de s'en occuper. Je sais que Depretis pense de même, et bientôt il le dira nettement. En effet, peu de temps après (8 octobre 1882), Depretis prononçait son fameux discours de Stradella, où il dit qu'il est temps d'aborder sérieusement le problème social et de diminuer, par de sages mesures de réparation, les souffrances des classes déshéritées. Les anti-interventionnistes lui ont vivement reproché d'avoir arboré la bannière du socialisme d'État, à la suite de Bismarck. Mais bien longtemps avant que le chancelier eût été séduit par Lassalle, Minghetti, dans un livre bien connu, avait montré que l'économie politique doit être soumise aux prescriptions de la morale et du droit.

À Bologne, une jeune fille suit les cours du Lycée, cinq, ceux de la médecine, à l'université, et plusieurs, ceux de philosophie et lettres. Deux ont passé des examens extrêmement brillants. L'une d'elles était la deuxième de sa promotion. Elle a brillé surtout en grec et en latin.

Biella.

Parti de Bologne à minuit, j'arrive le matin à Milan, et de là je continue, sur la ligne de Turin, jusqu'à Santhia, d'où part l'embranchement qui doit me mener à Biella, chez Sella. Luzzatti doit m'y rejoindre avec un de ses amis, Ettore Gentili.

J'avais espéré que la *malaria* aurait préservé Rome de devenir une de ces grandes capitales modernes où se concentrent les capitaux et la population, têtes énormes et apoplectiques sur un corps exsangue, comme disait Mirabeau, *l'ami des hommes*, théâtres du désolant contraste entre les scandaleuses prodigalités du divitisme et les cruelles souffrances du paupérisme, dont la fameuse brochure à un sou, *Bitter cry of outcast London*, vient de nous faire la déchirante peinture. Je pensais que l'Italie aurait pu, comme les États-Unis, avoir sa capitale dans une ville grande par les souvenirs, mais peu peuplée et ne menaçant pas le gouvernement, aux moments de fermentation populaire, du danger

d'une insurrection anarchique, comme c'est le cas à Paris depuis qu'on a fait la folie de rappeler les deux Chambres, de Versailles où la vue des folies de Louis XIV pouvait si bien leur inspirer le goût de l'économie. Les Italiens travaillent à détruire ces avantages que la nature leur avait assurés.

La Chambre de Monte-Citorio vient de voter une nouvelle loi pour le *boniframento dell' Agro romano*, c'est-à-dire pour l'assainissement de la Campagne romaine. En même temps, l'État, sortant évidemment de son rôle et violant tous les principes de justice distributive, a garanti l'emprunt que va contracter le municipe de Rome, pour achever les travaux de la Via nazionale et de l'Esquilin, favorisant ainsi le crime de lèse-antiquité qui consiste à transformer la vieille cité des Césars en une ville moderne, avec des rues uniformes et des rangées de maisons bêtes, entremêlées par-ci par-là de quelques monuments très laids et très coûteux, qui font tache au milieu des glorieux édifices de l'antiquité et de la Renaissance. Mes amis sont tout fiers de l'accroissement rapide de leur capitale. D'après les recherches de Sella, on a construit en moyenne depuis l'occupation de Rome en 1870 jusqu'à la fin de 1882, 3,953 chambres d'habitation (*stanze d'abitazioni*) par an. Ainsi, en douze ans, plus de 51,000 chambres ont été mises à la disposition des habitants. M. Simonelli calcule que si le Municipe a dépensé, pendant ce temps, environ 150 millions, les particuliers en ont employé plus de 300 en constructions nouvelles. A ce demi-milliard on ajoutera des milliards entiers, et un beau jour, à la place de la Rome ancienne, entourée de son portique désert, où, à côté des arceaux ruinés des gigantesques aqueducs, erraient les troupeaux de buffles, le voyageur trouvera une ville toute neuve, et de la plus admirable banalité, au milieu de jardins de choux et de cardes. Je sais bien que les ruines antiques et le souvenir des morts doivent faire place à l'activité des vivants. Mais ce n'est pas au nom de l'archéologie, c'est au nom de la science politique que je proteste. Rome, comme Versailles, était la meilleure capitale que l'on pût imaginer pour un gouvernement parlementaire. Elle mettait les députés en fuite, une grande partie de l'année.

— L'académie des *Lincci* a de la chance. Ils siègeront désormais au palais Corsini. La noble académie était glorieusement perchée au dernier étage de la tour de droite du Capitole. La vue était admirable dans toutes les directions, surtout du côté du Forum, où l'on dominait toutes les ruines de la Rome primitive et de la Rome impériale, depuis le temple de Romulus jusqu'à la colonne de Phocas. Mais l'endroit était inabordable pour les académiciens goutteux ou courts d'haleine. La dernière fois que j'y siégeai, Mancini, qui avait un pied très endolori, eut la plus grande peine à y arriver.

Le prince qui représente la famille Corsini, don Tommaso, s'est montré d'une générosité patriotique qui mérite d'être signalée. Il a vendu à l'État le magnifique palais qui porte son nom, dans le Trastevere, via Lungara, pour 2,235,000 francs, c'est-à-dire pour le tiers de sa valeur, et en outre il fait don, à condition que le public puisse en jouir, de la fameuse bibliothèque Corsiniana et de la galerie de tableaux que tout le monde connaît, ainsi que des curiosités que le palais contient, afin que « ces objets précieux, réunis par ses ancêtres, restent à jamais affectés à un but d'utilité générale ». Les tableaux deviendront propriété de l'État, et les livres appartiendront à l'académie des *Lincci*. Tout cela est admirable et fait le plus grand honneur à la haute aristocratie italienne, car le prince don Tommaso a un fils mineur, don Andrea, qui est aussi intervenu, par mandataire, dans l'acte de donation, en vertu d'une loi spéciale. Désormais, les *Lincci* occuperont l'un des plus beaux palais de Rome, avec ses ravissants jardins qui s'étendent jusqu'au Janicule, arrosés par l'Aqua Paola et tout pleins d'orangers.

Dans l'église de Santhia, comme plus tard à Biella, je trouve des tableaux excellents de Gaudenzio Ferrari. Ils rappellent ceux de Van Eyck. Le coloris en est merveilleusement fort et lumineux.

Aux environs de la gare, je remarque des acacias, et cela me rappelle que c'est à Manzoni qu'on en doit la multiplication dans l'Italie septentrionale. Il en était fanatique. Il

recommandait à tous ses amis d'en planter. Dans ses lettres à Fauviel, il en parle avec amour. « Encore un de réussi, » écrit-il. Arbre précieux en effet. Il pousse très vite, même dans un sol léger et sablonneux ; son bois, très dur, jaune comme du citronnier, prend bien le poli et convient pour faire des meubles. Il est élégant de port et de feuillage. Ses fleurs parfument l'air comme celles de l'oranger. Il a transformé l'aspect de la Hongrie. Oh ! si on pouvait en orner les espaces nus de la Sicile et de l'Italie méridionale. Quelle transformation ! Adorons les arbres ! Plantons les arbres !

Luzzatti me rejoint. Il est appelé à Biella pour faire partie du jury de l'exposition locale qui y est organisée. La vallée que nous parcourons ressemble à celle de la Vedre. Biella, où l'industrie lainière s'est considérablement développée, est le Verviers de l'Italie, comme Schio, aussi aux pieds des Alpes, mais au delà du lac de Garde, en est l'Elbeuf. Sella vient nous prendre à la gare. Il a été malade, mais il est complètement rétabli. Quoique sa barbe ait un peu blanchi, il a conservé son aspect robuste de montagnard. Arrivent avec nous plusieurs jeunes ingénieurs des mines. Sur quarante-deux qui existent en Italie, vingt-quatre ont pu se rendre à l'appel que Sella leur a adressé, pour venir fonder une association dans le genre de celle qui groupe les anciens élèves des écoles spéciales de Liège. Je suis heureux d'en rencontrer parmi eux plusieurs qui avaient suivi mon cours.

Peu de temps auparavant, Sella avait présidé aussi la réunion annuelle du *Club alpin* italien, qui avait eu lieu non loin d'ici, à Piè di Cavallo, aux abords de la vallée de la Dora Baltea et du versant méridional des Alpes Pennines. Le club alpin italien compte plus de 4,000 membres ; n'est-ce pas admirable ! On voit par là quelles sympathies rencontre en Italie cette association, qui encourage les recherches scientifiques combinées avec les exercices du corps. Les fils de Sella sont comptés parmi les alpinistes les plus intrépides de l'Europe. Ils ont escaladé récemment l'aiguille du Géant, qui passait pour absolument inaccessible. Il leur a fallu huit jours d'efforts persévérants, recommencés chaque matin

avec une énergie nouvelle. Quintinio Sella lui-même est digne d'être leur père! Avec deux de ses fils, il a gravi le Cervin du côté du Breuil pour en redescendre sur Zermatt. Il est grand partisan des stations élevées. Une cure d'air dans les hauts sommets lui paraît chose excellente. Il dit beaucoup de bien d'un hôtel récemment ouvert au col d'Olen, entre le val Greissoney et celui d'Alagna; il domine le glacier du Lys, qui descend entre le Lyskam et le Mont-Rose.

Nous sommes reçus, par M<sup>me</sup> Sella, avec la plus charmante cordialité et comme des membres de la famille. Chaque jour, un banquet patriarcal réunit les jeunes ingénieurs et les membres du jury; nous échangeons force toasts en l'honneur de l'Italie et de la Belgique. L'habitation de Sella est annexée à sa fabrique de drap. Le torrent qui la longe lui fournissait jadis la seule force motrice. Aujourd'hui celle-ci est empruntée à la vapeur; le charbon vient d'Angleterre par Gènes. Près de la porte d'entrée, est encastrée dans le mur une grande plaque en marbre noir qui rappelle l'origine de la fabrique et les journées qu'y est venu passer Victor-Emmanuel. Le roi avait conservé la plus vive affection pour son ancien ministre.

Nous visitons l'exposition. Elle ne comprend, exclusivement, que les industries de la vallée. Je suis stupéfait de ce que je vois. D'abord, la laine travaillée sous toutes les formes: les draps, les mérinos, les couvertures, les tricots, qui sont merveilleux, les châles, les tissus mêlés; rien de ce que l'on peut faire avec la toison du mouton ne manque ici; puis la sculpture sur bois, les meubles, le papier, le savon, les feutres, les terres cuites, les poteries et des vins de toute sorte et de tout âge. Il est vraiment merveilleux que tant d'industries diverses se soient développées dans cette petite vallée subalpine. Nous parcourons ensuite le musée d'art industriel fondé sous les auspices de Sella. C'est une chose excellente et dont les bons effets se manifestent déjà dans les divers objets que nous avons vus à l'exposition. Puisqu'on fait beaucoup de poteries dans les environs, je recommande l'étude de celles de Thun. Il y en a d'un goût exquis. On

pourrait reproduire aussi les types des faïences de Rhodes, très grossières et cependant d'un effet si décoratif. Comme l'a si bien montré le comte de Laborde, nul n'a compris comme les Orientaux l'art de la décoration.

A ce musée d'art industriel est attachée une école professionnelle qui est un modèle et qui a obtenu la médaille d'or à l'exposition de Milan de 1881. Le savant économiste Alberto Errera la décrit dans son rapport intitulé : *Scuole professionali governative*. L'école de Biella reçoit en subsides 12,000 francs du gouvernement, 3,500 de la chambre de commerce, 5,500 de la province de Novare et 5,000 de la commune, outre la jouissance du local et de la bibliothèque. M. Errera parle aussi avec éloge de l'école Aldini-Valeriani, de Bologne, qui est professionnelle, artistique et mécanique; de l'école d'art appliqué à l'industrie, de Venise, qui a pris pour devise cette sentence de Leonardo da Vinci : « Toujours la pratique doit s'appuyer sur une bonne théorie, sinon rien ne se fait bien, tant en peinture qu'en toute autre profession. » (*Sempre la pratica devessere edificata sopra le buona teorica, e senza quella niente si fa bene, così di pittura come in ogni altra professione.*) Il cite l'école de dentelles de Burano, fondée par la *dotta contessa Andrianna Marcello* et par le député Fambri. Les autres écoles artistico-industrielles sont celles de Savone, d'Altare, de Chiavari, de Florence, de Murano, de Milan (deux), de Padoue, de Rome (cinq), de Sesto Fiorentino, de Naples, de Nove di Bassano (céramique), de Foggia, de Foligno, d'Auronzo (créée par une société ouvrière), de Belluno, de Bitonto, de Carrare, de Casalpusterlengo, de Catania (trois, dont une fondée par les ouvriers), de Colle di Val d'Elsa, de Florence, de Torre del Greco et de Trapani (pour le corail), d'Udine, de Lissone (créée par les ouvriers et les agriculteurs), de Luino (créée par les ouvriers), de Monza, de Soncino, de Suzzara, de Viggiu, de Pise, de Ferrare, d'Imola, de Macerata, de Feltre, de Gênes, de Fano, de Chiavenna et d'autres. Tant d'écoles d'arts et métiers dont plusieurs fondées par les ouvriers eux-mêmes, ce n'est pas mal, semble-t-il, pour « le pays des lazarones ».

Le fils aîné de Sella me fait voir Biella Vecchia, la vieille ville perchée sur une hauteur, avec son château fort et son ancienne église. Dans les constructions du moyen âge et de la Renaissance, je remarque des moulures, des corniches, des cordons, des clefs de voûte en terre cuite d'un goût très pur et qu'on pourrait reproduire. C'est dimanche, à l'heure des vêpres. J'entre à l'église : beaucoup de femmes, presque pas d'hommes. Dans la rue passent deux noces, l'une en voiture, l'autre à pied. Chose étrange, on se marie volontiers le dimanche, ici, violant ainsi le repos dominical du curé, du maire, des cuisinières et des conjoints. Combien cette conception du sabbat est éloignée de celle des Anglais et des Écossais !

Après le souper chez Sella, nous causons alpinisme. Sella en est encore plus fêru que moi. Ses fils m'expliquent leurs ascensions et me montrent les annuaires du *Club alpin* italien. Un de leurs amis, J. Corona, qui est chargé d'entretenir les huttes, et entre autres celle du Cervin, a gravi avec eux le redoutable pic en hiver. Il a raconté ses prouesses dans un charmant volume : *Aria di Monte*. Ces escalades hivernales sont un tic de la famille, paraît-il ; car un de leurs cousins vient de monter au mont Rose, en plein mois de janvier.

Le temps manque pour aborder la politique. Sella est d'ailleurs très réservé. Tout le monde était, en ce moment-là, avide de savoir ce qu'il pensait du rapprochement de la droite et de la gauche modérée. Il avait été tenu éloigné du Parlement, non par une indisposition sérieuse, mais uniquement par une série de clous. Néanmoins, comme il avait vécu isolé, dans sa vallée, il n'avait pas eu l'occasion d'exprimer son opinion. Il me parut d'ailleurs qu'il aimait mieux n'en pas parler ; sa position était difficile. Il n'était pas aussi disposé que Minghetti à oublier ses anciennes dissidences avec la gauche. Il n'approuvait pas les plans financiers du ministère, les réductions d'impôt, d'après lui, intempestives. D'autre part, plus spécialement anticlérical que Minghetti, il se rapprochait plus que lui de la gauche sous ce rapport. Son attitude m'a paru signifier ceci : Je ne veux pas m'opposer à

votre tentative d'entente, mais je préfère ne pas en être. Sa réélection était vivement combattue par un journal socialiste de Biella qui amentait les ouvriers contre lui. Quoique le nombre des électeurs eût été quintuplé dans sa circonscription électorale, il a été néanmoins réélu.

Je quitte avec le plus grand regret cette famille hospitalière et si unie. Quoiqu'il me faille partir à six heures du matin, Sella veut me conduire à la gare. Il se lève tous les jours à cinq heures, me dit-il, et c'est alors qu'il travaille le mieux. Il en est de même de notre prodigieux travailleur Laurent, qui a déjà écrit un chapitre d'un de ses savants ouvrages avant son déjeuner. A cette heure matinale, les ouvriers se rendent en foule dans les fabriques, qui emplissent déjà de leur noire fumée le paysage alpestre. A côté de la rue le torrent bondit sur des rochers. Vers le nord, la vallée est fermée par des sommets élevés. C'est bien Verviers, mais dans un cadre plus grand et plus pittoresque.

J'arrive à Turin, où s'ouvre la session de notre *Institut de droit international*. Le ministre des affaires étrangères d'Italie, M. Mancini, qui en est l'un des fondateurs, ne peut accepter que la présidence d'honneur ; mais, au nom du Roi et avec le prince de Carignan, il préside le banquet qui nous est offert au palais de Turin. Cette ancienne résidence de la maison de Savoie est très belle. Elle contient d'anciens vases de Chine qui sont des merveilles. Nos séances ont lieu au palais où siégeait la Chambre quand Turin était capitale. La place occupée par Cavour porte son nom. On s'incline avec émotion et respect. Turin est fier de son grand citoyen. Devant le palais s'élève sa statue. Cavour est en costume de ville, tel qu'il se rendait à la Chambre. Sur une autre place, son image apothéosée couronne un très grand monument de marbre blanc représentant l'Italie affranchie. Ces trois noms, Cavour, Victor-Emmanuel, Garibaldi, ont été donnés dans toutes les villes et bourgades de la Péninsule à la *Piazza*, au *Corso* et à la *Via* ou à la *Strada* principale. C'est un symbole visible de l'unité de l'Italie, qu'ils ont créée. L'Italie peut se féliciter et aussi s'enorgueillir d'avoir rencontré, au

moment opportun, ces trois hommes, grands et puissants, chacun dans son rôle.

Je ne parlerai ici ni des séances de l'Institut, ni du banquet qui nous est offert par la municipalité, ni de la visite de la Superga, le Saint-Denis du Piémont, où un charmant déjeuner nous est servi dans la grande bibliothèque du couvent, toujours au nom de la ville et sous la présidence du syndic et de l'ancien aumônier de Victor-Emmanuel, un prêtre patriote absolument dévoué à l'Italie unifiée. Je ne ferais que reproduire les annales de notre Institut. Je ne puis pas cependant ne pas dire combien tous nos membres ont été touchés et reconnaissants de l'accueil à la fois si magnifique et si cordial que nous avons reçu et de la ville de Turin, représentée par son syndic, le comte Ferraris, et par le gouvernement, et par l'éminent ministre Mancini, et par la Société d'horticulture, qui ouvrait en ce moment même une splendide exposition, et dont le président, le comte Sanbuy, nous a fait les honneurs.

Je rencontre chez notre ministre de l'intérieur, M. Rolin-Jaequemyns, qui était venu lire à l'Institut une touchante notice sur notre regretté collègue Bluntschli, un des frères Rolin, qui dirige la fabrique de machines de Savigliano, non loin de Turin. Il fait le plus grand éloge de ses ouvriers piémontais, très travailleurs et très sobres. Les ouvriers belges qu'il fait venir se tuent à boire. Les Piémontais sont les meilleurs mineurs du monde, surtout pour attaquer la roche. Les maçons et les plafonneurs de l'Italie septentrionale sont aussi excellents et ils se contentent d'un salaire très minime. Ce sont les manœuvres et les maçons italiens qui font presque exclusivement, en ce moment, les chemins dans la péninsule des Balkans. « Peuple de lazarones ! »

— Soirée chez le professeur Lombroso : penseur original et profond, rude travailleur, médecin, qui a pris pour spécialité le droit criminel. — Les criminalistes ont fait fausse route, me dit-il. Ils ont fait des lois pour punir les crimes, sans étudier les criminels. N'est-il pas absurde de légiférer sur un objet qu'on ne connaît pas ? J'ai voulu, moi, ajoute-t-il, savoir ce

que c'était qu'un vrai criminel. Je me suis donné la peine de les étudier de près. J'ai examiné leur physique et leur moral avec la plus scrupuleuse attention. J'ai mesuré leur crâne; j'ai noté leur physionomie, leurs goûts, leurs passions, leurs idées, leurs superstitions, leurs croyances religieuses, leur écriture. Je passe des journées entières avec eux. Je les fais causer, chanter et boire. C'est quand ils sont surexcités par le vin que leur vrai fond se révèle. J'ai fait un volume sur le régicide Passanante. Si je le pouvais, j'en ferais deux sur les frères Peltzer; c'est le cas de criminalité le plus extraordinaire que je connaisse, parce que les motifs du crime échappent.

Lombroso a publié un livre des plus curieux, l'*Homo delinquente*, que tous les magistrats préposés à la répression pénale devraient lire. D'après l'éminent savant, il y a deux sortes de criminels, le criminel d'occasion, et tous nous pouvons le devenir, et le criminel d'instinct, qui est une variété de bête féroce.

— J'objecte que ce système radicalement « fataliste » ôte la responsabilité et ne permet plus de punir.

— Nullement, répond Lombroso, je suis partisan de la peine de mort. Un tigre obéit à son instinct en dévorant des hommes. Est-il coupable? je ne m'en inquiète guère, mais je le tue.

Il me montre son album d'assassins fameux avec des spécimens de leur écriture, de leurs dessins et de leur style. Cela épouvante et soulève les plus redoutables problèmes.

Je suis heureux de retrouver à Turin mes bons amis Pierantoni, le député que l'Institut a appelé à le présider, et sa femme, qui a écrit de si jolis vers et de si touchantes nouvelles, Grazia Mancini, la fille du ministre. Malheureusement pour moi, Pierantoni est absorbé par ses fonctions de président, de sorte que nous ne pouvons guère causer ensemble.

— Le général Menabrea, ambassadeur d'Italie à Londres, maintenant à Paris, est logé à l'hôtel Faider, où nous sommes

descendus. Il m'apporte un mot du sénateur Alfieri, qui nous engage à aller passer quelques jours avec sa famille au château de San Martino, près d'Asti. Le général Menabrea est attendu à Rome. Je pars seul. Je voyage en compagnie de quelques jeunes gens de Turin qui parlent entre eux exclusivement le patois piémontais. Ils appartiennent cependant aux classes aristocratiques; car des laquais en livrée les attendent, avec des voitures armoriées, à l'une des gares voisines. Preuve bien frappante de la persistance du « particularisme ». Dans les salons du Piémont, on continue, me dit-on, à parler ainsi le patois. L'express de Gênes, viâ Alexandrie, me met à Asti en moins d'une heure et demie. Reste une heure de voiture, mais par un très joli pays de collines. C'est, me semble-t-il, un caractère particulier de l'orographie italienne, que ces petites collines enchevêtrées et sans direction générale apparente. La route est couverte de contadini, hommes et femmes, revenant du marché. Nul costume caractéristique. Les femmes portent des jupes et des jaquettes en cotonnade violette, les hommes du moleton brun verdâtre. Les grosses voitures sont traînées par des bœufs, les petites par des ânes. Peu de chevaux. Encore moins de chiens. Rareté des chiens dans toute l'Italie. La récolte est faite, mais les champs sont encore occupés par du maïs et de la luzerne. Quelques-uns sont plantés de rangées de mûriers, comme en Lombardie. Les collines sont couvertes de vignes chargées de raisins bleus.

Au château de San Martino, je trouve toute la famille réunie : outre le sénateur Alfieri, la marquise et sa fille, ainsi que l'ancien ministre des affaires étrangères Visconti-Venosta, qui a épousé la fille aînée, et leurs enfants. Le château est un spécimen très caractéristique des résidences seigneuriales de cette région-ci, où la pierre et le marbre n'existent pas. Il a les grandes proportions et le cachet majestueux des palais de Venise époque de la Renaissance. Seulement, il est tout entier en grandes briques rouges non rejointoyées, même la corniche et les encadrements des

fenêtres, et les briques ne sont pas, comme ailleurs, revêtues de ciment : on dirait un édifice romain. Au rez-de-chaussée, un grand vestibule où des plantes rares se mêlent aux vases de marbre et de Chine ; à droite, la salle à manger ; au fond, le billard, deux bibliothèques et les salons de conversation très remplis d'objets de toute espèce, pianos, meubles anciens, œuvres d'art, tapis et fauteuils confortables, toutes les élégances de la vie moderne. Des livres en quantité et partout, comme dans les châteaux anglais, où, indépendamment de la vraie *library* aussi fournie qu'un dépôt public, de petites bibliothèques se rencontrent dans les salons, dans les boudoirs, dans les galeries, dans les chambres à coucher. Noble luxe qui explique l'influence qu'exerce encore l'aristocratie en Angleterre et en Italie. Ma chambre est aussi au rez-de-chaussée. Rideaux et tentures en une charmante étoffe de Chine, représentant la culture et la cueillette du thé. Comme ici encore se révèle le sentiment de la décoration qui distingue l'Orient ! Dans un meuble fermé par des glaces sans tain, je contemple avec respect une collection d'objets intimes ayant appartenu au grand poète Alfieri. Dans la chambre à coucher de la marquise sont conservés les reliques de son oncle Cavour et un buste admirable du créateur de l'Italie unifiée. Mon hôte Carlo Alfieri a épousé la dernière des Cavour, et ainsi se trouvent réunis dans ce château les souvenirs de ces deux grands noms. Les lettres intimes, la plume, le cachet, tous ces menus objets dont se sont servis Alfieri et Cavour les font revivre à nos yeux. En les voyant, je ne puis me défendre d'une émotion religieuse. Des fenêtres de cet appartement, la vue est splendide. D'un côté, au-dessus des collines du Piémont, se profile la haute silhouette des Alpes Pennines et du mont Rose ; de l'autre, le Tanaro trace des méandres entre des collines rougeâtres, à moitié couvertes de vignes. Le château est bâti sur une colline abrupte, dont le parc occupe tout le sommet. Malgré les étés très secs ici, les résineux y poussent bien, et j'en remarque d'exotiques qui sont très beaux. Mais pourquoi y manque-t-il le pin parasol des environs de Rome, qui caractérise si bien l'Italie ?

De même que, quand je visite un bateau à vapeur, j'aime à voir la chambre des machines, ainsi dans une grande résidence, je trouve intéressant de parcourir l'état domestique et la cuisine. Le marquis comprend ma manie « d'économiste domestique » ; il me conduit dans le sous-sol. J'y retrouve ce goût des gros murs et des voûtes puissantes que les Romains ont laissé à leurs descendants. Je me crois transporté dans la *piscina mirabilis* de Misène, où se conservait l'eau pour les galères du golfe de Baïa, que Pline commandait quand le Vésuve ensevelit Pompéï. Caves sans nombre, celliers à perte de vue, glaciers, cuisine monumentale, dont le cuisinier me fait les honneurs avec la politesse correcte d'un chambellan, salle à manger des gens de service, tout est taillé en grand, parce que jadis, quand le principal plaisir de la villégiature consistait à festoyer, il fallait pouvoir nourrir des centaines de personnes. Au premier, c'est-à-dire au « bel étage », se trouve encore la salle des fêtes, énorme comme celle des banquets peints par Véronèse, haute de dix mètres et longue de vingt. Ceci marque bien la différence de la façon de vivre. Cette salle d'apparat, avec ses pilastres et ses arcades imités des bains de Caracalla, son pavement de mosaïque, sa double rangée de fenêtres superposées, est devenue inhabitable aujourd'hui. C'est trop écrasant. Cela peut servir de manège à vélocipède pour les enfants de Visconti, en temps de pluie.

Au dîner, nous goûtons les vins des environs. Les crus d'Asti sont célèbres. J'apprécie beaucoup un vieux Barolo qui tient à la fois du Bordeaux et du Bourgogne, mais les vins ont trop le goût du fruit. Cela tient, je pense, à ce qu'on ne laisse pas arriver le raisin à pleine maturité. Le lendemain, en visitant ces vignobles, les vigneronns me disent que bientôt commencera la vendange. « Mais, leur répondis-je, votre raisin n'est pas également mûr. Dans quinze jours, il sera bien meilleur. — Sans doute, mais si d'ici là vient une grêle, nous perdons tout. » Les orages de grêles sont fréquents dans l'Italie du Nord. C'est une crainte constante pour le cultivateur. Le *vino spumante* est très agréable.

Nous sommes à la saison des truffes blanches. Elles ont moins de parfum que les noires ; mais en salade elles ont du charme. Longues conversations avec le marquis sur la situation intérieure de son pays. Il est, me semble-t-il, un démocrate conservateur. Il croit au progrès inévitable de la démocratie ; il le trouve légitime ; mais il cherche les formes de gouvernement qui peuvent assurer en même temps le bonheur des populations et la puissance des États. Ses adversaires l'appellent le « marquis démocrate ». Un jour, dans un discours prononcé à Turin, au sein de la Société philotechnique (6 janvier 1882), il fit allusion à cette désignation. — Oui, marquis je suis, dit-il, je ne puis le nier, puisque mon père et mon grand-père l'étaient. Démocrate je suis, et je ne veux pas le nier, puisque telle est ma conviction. Mais jamais je n'ai *fait* ni le marquis ni le démocrate. Je n'oublie pas mon père Cesare Alfieri, qui, en 1848, a signé le Statut, en qualité de l'un des premiers ministres constitutionnels du Piémont.

— « Je crois avec Tocqueville, me dit-il, que toutes les sociétés civilisées sont entraînées par une force irrésistible vers un état de plus en plus démocratique. Ce mouvement est même plus rapide en Italie, parce qu'il n'y a pas chez nous de force de résistance. Vous avez fait l'éloge de l'aristocratie italienne et je ne veux pas en dire du mal ; mais quels que soient ses mérites, elle n'est plus une force politique. Elle n'a pas la foi dans le passé, comme les légitimistes français, et elle ne peut s'appuyer sur le clergé, dont son patriotisme la sépare ; elle n'a pas le caractère féodal et militaire de la noblesse allemande, ni l'habitude du gouvernement et l'autorité des grandes familles anglaises. Notre monarchie elle-même, dont le royaume, l'Italie unifiée, s'est constitué par la volonté nationale, est démocratique. C'est là, du reste, à mes yeux, un privilège pour elle et une garantie de force et de durée. — La maison de Savoie, disais-je récemment à un légitimiste français, n'a gardé la couronne, et la monarchie piémontaise n'est devenue la monarchie italienne qu'en suivant une marche opposée à celle des

Bourbons. Elle a séparé sa cause, non seulement du cléricisme, mais de tout le système de privilèges et de classifications politiques et sociales qui vous est si cher. Elle s'est faite complètement démocratique et, s'il est trop paradoxal de dire qu'elle s'est faite républicaine, il est vrai du moins qu'elle s'est accommodée autant que possible de l'esprit et des mœurs républicaines des sociétés modernes.

— « L'éminent professeur de droit public à l'université de Vienne, dis-je à mon hôte, un conservateur de votre trempe, chevalier seulement et non marquis, l'auteur du meilleur livre qui ait été écrit sur les origines du socialisme contemporain, Lorenz von Stein, a exprimé la même idée que vous. La royauté, prétend-il, ne durera qu'à condition de se faire socialiste. Ce que fait en ce moment Bismarck donne à croire que telle est aussi l'opinion du grand chancelier.

— « J'accepte la démocratie, reprend Alfieri, non seulement parce qu'elle est inévitable, mais aussi parce qu'elle peut apporter de grands avantages au peuple, à condition qu'elle parvienne à se donner des institutions qui la disciplinent et la modèrent. Voilà le problème politique qui me préoccupe sans cesse et sur lequel je ne cesse d'appeler l'attention de mes collègues du Sénat et des professeurs de notre École des sciences politiques de Florence. La démocratie est la réalisation du christianisme. Le « royaume de Dieu » annoncé par le Christ est le règne des pauvres, non celui des riches. Les démocraties antiques ont péri parce qu'elles avaient l'iniquité pour base. Les démocraties modernes vivront si elles empruntent l'idée de justice au vrai christianisme. La démocratie doit avoir pour but le bien-être du plus grand nombre. Son sentiment dominant doit être l'humanité, *umanità*. L'humanité ou, comme dit le chrétien, la charité, n'est pas la première des vertus; suivant l'Évangile, elle est tout : *secondo la parola evangelica, è tutto*. La fin suprême de l'État est la justice distributive; sa préoccupation constante et toujours active, *sollecitudine costante, operosissima*, doit être de donner satisfaction aux besoins intellectuels, moraux et économiques des masses. Le gouvernement démocratique

sera peu propre, je le sais, à s'occuper de politique extérieure, de diriger des combinaisons diplomatiques, et cela peut ne pas plaire à mon gendre Visconti qui nous écoute. Mais la chose principale, c'est le bien-être des populations. Or, il me semble qu'elle se rencontre en Suisse et aux États-Unis plus qu'ailleurs.

« Ne nous y trompons pas, la principale question de notre temps est la question sociale. Nul ne l'a mieux compris que Cavour. Que de fois il l'a dit à sa nièce, M<sup>me</sup> Alfieri! Jeune encore, entre 24 et 28 ans, il s'est beaucoup occupé d'un grand ouvrage sur la condition des classes ouvrières. *Sulle condizioni delle classe operaje*, tel devait en être le titre. Quand il fit son premier voyage en Angleterre, il admira beaucoup cette patrie de la liberté et du régime parlementaire; mais ce qu'il étudia de préférence, avec la sagacité de l'économiste et les prédilections du philanthrope, ce fut la triste situation de l'Irlande et les moyens de l'améliorer. Il a écrit, à ce sujet, des pages que l'on cite encore souvent en Angleterre. Dans un carnet de pensées et de souvenirs, qui date de sa première jeunesse, il avait écrit cette belle maxime : « Dans quelque pays du monde et dans quelque condition sociale que tu sois placé, c'est avec les opprimés qu'il faut vivre, *è cogli oppressi qu'è d'uopo rivere*. La moitié des sentiments et des idées manque à ceux qui ne vivent qu'avec les heureux et les puissants. »

« Cavour, continue le marquis, avait le plus grand respect de la dignité humaine chez tous les hommes. L'amour du prochain, la préoccupation de leurs besoins, la compassion de leurs souffrances remplissaient son âme d'une ardeur charitable qui ne s'est jamais refroidie. Ses connaissances économiques le préservaient des utopies, mais ne l'aveuglaient pas, cependant, sur ses devoirs. S'il en avait eu le temps, il aurait inauguré cette politique sociale nouvelle, qui dominera dans tous les États civilisés, s'inspirant à la fois de l'amour de l'humanité et des prescriptions de la science. Le 11 et le 17 mars 1848, à la veille de promulguer le Statut et au milieu des terribles luttes politiques du moment, il traita,

dans son journal le *Risorgimento*, la question des obligations de l'État envers les ouvriers ; n'est-ce pas la preuve la plus évidente que telle était sa grande préoccupation ? Dans les admirables pages qu'il a écrites, en 1844, à propos de la vie rurale, et que vous trouverez dans un livre qui vient de paraître : *Lettere edite ed inedite del conte di Cavour, per Luigi Chiala*, il insiste sur tout le bien qu'un propriétaire résidant peut faire aux pauvres ouvriers de la campagne. Vous voyez que si je suis démocrate et même socialiste comme on m'accuse de l'être, c'est à la façon de Cavour, hier, et aujourd'hui, de notre premier ministre Depretis et même de notre roi, qui a dit que l'affaire principale de son règne serait l'amélioration du sort des classes laborieuses. En tout cas, je ne suis pas, semble-t-il, en trop mauvaise compagnie. Puisque vous aimez la vie rurale, dont vous vous occupez si souvent, lisez la biographie de Lullin de Châteaueux publiée par Cavour, en 1844, dans la *Bibliothèque universelle de Genève*. Vous y trouverez des pages qui vous charmeront. »

— Le lendemain matin, tandis qu'il me montre avec orgueil un groupe d'épicéas qu'il a plantés, il y a vingt ans, et qui sont déjà de grands arbres, le marquis reprend la conversation. « Il faut lire, me dit-il, le livre de Turiello : *Governo e governati*. C'est un tableau de notre situation très poussée au noir, mais où il y a beaucoup de vérités utiles à dire. Il décrit le discrédit qui a atteint le régime parlementaire en Italie et il cite plus de détails à l'appui que ne l'ont fait d'autres écrivains qui ont traité le même sujet, comme Jacini, Luzzatti, Minghetti, Villari, Spaventa, Palma, Marselli. Il montre par les statistiques l'augmentation de la criminalité, le désordre des finances communales, les autorités locales violant les lois pour opprimer les minorités, les influences de *consorteria*, de *camora*, de *mafia* agissant partout ; le peuple des campagnes dévoré par la misère et par la rapacité de leurs maîtres. C'est, dit-il, le règne des *Farabutti* et des *Affaristi*, c'est-à-dire de ceux qui font de la politique un moyen de gagner de l'argent et des places. Les mal-

fauteurs, imitant les Russes, commencent à brûler les forêts comme à Portofino ou dans les Abruzzes et dans les provinces de Salerne, d'Avellino et de Benevento. Ils tuent le bétail, incendient les récoltes, saccagent les fermes. Les malheureux campagnards émigrent, et en partant ils chantent :

Su Bravi, o Signori  
 Gettate gli ombrellini  
 Gettate vostri guanti  
 Lavoratevi i campi;  
 Noi andiamo in America.

« Allons, illustres seigneurs, jetez vos ombrelles, jetez vos gants et cultivez vous-mêmes vos terres. Nous partons, nous; pour l'Amérique. »

« On peut critiquer le livre de Turiello comme exagérant tout et ne mettant en relief que le mal. Mais il en reste assez pour dire qu'il y a chez nous une question sociale. Seulement sur les causes et les remèdes, Turiello n'en dit pas assez. Un vrai philosophe, Raffaele Mariano, lui a reproché, avec raison, d'avoir négligé l'examen des influences religieuses qui dominant tout. Une autre cause de faiblesse et de désordre a été bien indiquée récemment par le sénateur Brioschi, parlant au sein de l'Association constitutionnelle de Milan. La majorité conservatrice est indifférente, dit-il. Il s'ensuit que quelques individus audacieux intimident les électeurs et les autorités, et ainsi l'emportent dans les comices et dans les administrations locales. Le danger est grandement accru par la récente extension du suffrage chez nous. Voici, quant à moi, mes conclusions : Premièrement les multitudes à qui on a accordé le droit de vote sont accablées de maux auxquels la prudence et la justice commandent de porter remède. En second lieu, ces misères, qui sont de l'ordre économique et moral, échappent à l'attention habituelle des classes dirigeantes ou de ce que l'on appelle le monde politique, lequel se laisse absorber par de tout autres préoccupations. En troisième lieu, toutes les libertés étant proclamées et appliquées de la façon la plus large, ce n'est pas de ce côté qu'on peut chercher un remède. C'est donc évidemment

dans la direction des réformes sociales qu'il faut chercher. En outre, pour modérer et diriger les progrès de la démocratie, il faut à la tête de l'organisation constitutionnelle une institution réunissant dans son sein les capacités de toute espèce et jouissant, par conséquent, d'une grande autorité. Cette institution, à mon avis, c'est notre Sénat modifié : soustrait, d'une part, à l'arbitraire des ministres, quant au mode de nomination, et, d'autre part, recruté au sein de toutes les supériorités sociales. Le 16 décembre 1881, j'ai déposé sur le bureau de notre Sénat une proposition dans ce but.

— « Dans mon petit volume sur les *Formes de gouvernement*, j'ai exposé des idées semblables, répondis-je. Peu à peu, le Sénat français, se recrutant des hommes les plus éminents du pays, répondra à notre idéal. Récemment, lord Salisbury montrait qu'en réalité le régime républicain des États-Unis disposait, en vertu de l'organisation de son Sénat, d'une force conservatrice beaucoup plus grande que l'Angleterre. Seulement, pour qu'une première Chambre, quelque bien qu'elle soit composée, dispose d'une autorité réelle au sein de nos sociétés démocratiques, il ne faut pas qu'elle représente exclusivement le principe de conservation qu'on confond volontiers avec celui de réaction. Ainsi, je n'hésiterais pas à y faire entrer les partisans des idées les plus radicales et les chefs des diverses écoles socialistes, pourvu qu'ils aient une valeur réelle. Ainsi, j'y appellerais sans hésiter des hommes comme Marx, Lassalle, Henri George, Benoît Malon, César De Paepe, H. M. Hyndman, Alfred Wallace, Arch. Il y a tout avantage à mettre les réformateurs absolus directement aux prises avec les difficultés de la vie réelle.

— « On a parlé, reprit le marquis, de « démocratiser la royauté ». Soit ; mais ce que je veux, moi, c'est « aristocratiser la démocratie ». La démocratie, c'est la souveraineté du plus grand nombre. Je l'accepte, car ce qu'il faut, c'est s'occuper du bonheur des masses ; mais le *nombre*, c'est évidemment la *médiocrité*. À côté et au-dessus de la médiocrité, il faut une place pour la *supériorité*, afin que puisse triompher la politique de l'*excelsior*. Il faut fortifier l'initiative des

individus et, pour cela, encourager les autonomies des collectivités, en dehors de l'État : administrations locales, communales, provinciales, régionales, corporations scientifiques, littéraires, universitaires, artistiques, afin de faire contrepoids à l'omnipotence de l'État. L'accueil de la démocratie, c'est le Jacobinisme conduisant inévitablement au Césarisme. Créons des individus forts, actifs, confiants en eux-mêmes, et des associations puissantes, afin de nous préserver du despotisme, soit de la foule, soit de l'autocratie. »

Nous visitons la ferme attachée au château. Immense construction qui ressemble à une forteresse. Dans des caves énormes sont rangés, en enfilade, des tonneaux presque aussi grands que celui d'Heidelberg. On les visite parce qu'ils vont bientôt recevoir le vin nouveau que le propriétaire récolte ou qu'il reçoit des métayers, comme payement en nature.

J'accompagne ensuite M<sup>lle</sup> Alfieri dans l'école de jeunes filles qu'elle a établie dans une des dépendances. Comme les filles des lords anglais, elle y donne elle-même des leçons. Elle y fait enseigner, sous sa surveillance, les ouvrages de main. Sa journée est trop courte pour les œuvres de bienfaisance auxquelles elle se dévoue et pour les lectures sérieuses dont sa mère lui a inspiré le goût. Nous descendons de voiture pour parcourir une métairie. Le soleil qui descend à l'horizon teint de lueurs rougeâtres toute la chaîne des Alpes et le mont Rose ; on dirait qu'il est à deux lieues d'ici. Je distingue la *Hochste Spitze*, l'arête qui descend vers le col de Turlo, et les glaciers qui aboutissent aux vallées d'Alagna et de Gressoney. Le Cervin élève dans les airs sa corne aiguë, mais comme il n'est pas couvert de neige, il se dessine moins bien sur le ciel opaque.

Voici la culture qui domine ici : le fond des petites vallées est occupé par des prairies, toutes les collines par des vignes, mais elles sont plantées d'une façon toute particulière, ni en festons attachés aux arbres comme en Lombardie, ni en ceps bas comme en France. Elles sont plantées en haies, à sept ou huit mètres de distance, et dans l'intervalle on cultive du blé et du maïs. Ces vignes sont taillées et régulièrement

palissées à égale hauteur. Elles sont chargées, en bas, de magnifiques grappes bleues, tellement abondantes qu'elles se touchent. Je n'ai jamais rien vu de comparable. La récolte est, du reste, exceptionnelle. Le raisin est sucré, bon au goût, mais pas encore complètement mûr. Cependant dans trois ou quatre jours la vendange commencera. C'est trop tôt. Depuis que le phylloxera ravage les vignes françaises, on les multiplie ici. On rapproche les lignes à quatre mètres et on renonce à cultiver dans l'intervalle. Certains vignobles que nous admirons donneront jusqu'à 100 hectolitres cette année, ce qui, à 40 francs l'hectolitre, fera 4,000 francs de revenu ; c'est un joli denier. Les frais de création d'une vigne sont estimés 3,000 francs. Le produit ordinaire est de 30 à 40 hectolitres par hectare. Les arbres manquent ; on abat ceux qui existaient parce qu'ils donnent de l'ombre à la vigne. Très regrettable ! Aux bords des chemins, aux carrefours, près des maisons, on pourrait planter des châtaigniers. Ils viendraient admirablement ici et fourniraient un supplément de nourriture. La propagande de Manzoni en faveur des acacias ne s'est pas fait sentir jusqu'ici ; je n'en ai guère vu, sauf dans le parc de San Martino. On devrait le planter pour maintenir les terres que les pluies entraînent d'une façon lamentable.

Nous entrons dans des maisons d'ouvriers agricoles. M<sup>lle</sup> Alfieri les connaît tous. Les malades lui demandent des remèdes, les vieux la bénissent, les enfants l'entourent. Elle est adorée de tous ; elle sait trouver le mot juste dans le patois piémontais aussi bien que quand elle cause, en allemand, politique et philosophie avec M. de Keudell, ou en anglais, poésie et littérature, avec les *whits* et les *literary men* qui fréquentent les salons de Rome. Elle traduit en actions les théories humanitaires de son grand-oncle Cavour et de son père. Le salaire du journalier est en moyenne d'environ 1 fr. 50 c. Il mange peu de viande, sauf un peu de *salami* ou porc salé. Le soir il mange du pain. Le matin et à midi, de la polenta, des fèves, mais rarement des pommes de terre. Il boit peu de lait, pas de café, et du vin de seconde cuvée, tant qu'il reste. L'eau ici est rare, on ne l'a qu'en conservant

celle que donnent les pluies. Les sources manquent et même les étangs et les ruisseaux. La terre absorbe vite toute l'humidité, et l'été il ne pleut presque pas. Les longues sécheresses deviennent parfois des calamités.

Les maisons rurales sont solidement construites en briques; généralement elles ont un étage. Le plafond ici, comme dans tout le pays, est fait en voûte surbaissée de briques. Chose étrange, le plafonnage sur lattes clouées aux gitages est inconnu. L'escalier pour monter au premier est aussi en briques. Le pavement est en carreaux de terre cuite. Mais tout est mal entretenu, rarement blanchi. Les vitres aux fenêtres sont cassées et remplacées par des journaux collés aux châssis. Je ne vois pas de fleurs aux croisées, comme chez nous. C'est un goût qu'il serait facile de répandre. Il faudrait proposer des prix pour les plus jolies plantes cultivées par des ménages d'ouvriers et aussi des prix de propreté. Il serait si facile de donner à ces intérieurs la propreté et le confort qui leur manquent.

Il faudrait aussi emprunter à la Suisse les jeux athlétiques. C'est dimanche après-midi. Les habitants du village ne font rien. Ils errent, ne sachant que devenir. Évidemment, ils s'ennuient. Beaucoup sont au cabaret. Cependant l'ivrognerie est rare. Mais il faut apprendre, à ces campagnards, à s'amuser tout en développant leur force et leur adresse.

La science de *se récréer*! Quel beau mot et quelle philosophie il contient! Récemment, le ministre de l'instruction publique en Prusse adressait à tous les chefs d'école des instructions pour qu'ils eussent à introduire dans leur établissement des jeux hygiéniques. Oh! qu'il avait raison! Imitons en ceci les Anglais et mieux encore les Grecs. Nous essayons d'apprendre leur langue. Nous ferions beaucoup mieux d'adopter leur façon de vivre.

— Nous parlons d'un livre que vient de publier le professeur Sbarbaro, *l'Ideale della democrazia*. Le marquis en dit du bien et je suis de son avis. Les épigraphes indiquent les tendances de l'ouvrage. « *Orietur in diebus ejus justitia et abundantia pacis.* » Psaume de David. — « La démocratie,

c'est l'Évangile entrant dans la politique. » LABOULAYE. —  
 « *Non e mai senza pro il salire in alto; dalle cime si reda  
 piu presto sorgere il sole.* » MASSARANI.

Le soir, après dîner, nous causons de politique étrangère. Récemment, j'avais reçu la *Rassegna*, qui, dans un grand article de fonds qu'elle avait eu la bonté de m'envoyer, attaquait vivement Visconti-Venosta, parce qu'il a laissé s'engager la question orientale et préparer l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, sans stipuler des compensations pour l'Italie. Avec l'Autriche sur l'Adriatique, l'Angleterre à Chypre et en Égypte, la France à Tunis, l'Italie, prétend la *Rassegna*, est menacée de trois côtés à la fois. La question de la Méditerranée est résolue contre elle.

— « Je comprends les regrets et les craintes de la *Rassegna*, dit Visconti; mais il est plus facile de régler les destinées de l'Europe dans les colonnes d'un journal que dans les conseils des gouvernements. Nous savions, et les événements l'ont bien montré depuis, que les trois empereurs s'étaient mis d'accord sur le résultat final du conflit oriental. Il était entendu d'avance que l'Autriche obtiendrait ce qu'elle occupe maintenant. La France laissait faire. L'Angleterre avait abandonné la Turquie. L'Italie seule pouvait-elle opposer son veto? Des protestations inutiles, qu'on ne peut appuyer par l'emploi de la force, sont des humiliations. Nous n'avons pas voulu y exposer notre pays. Je crois encore que nous avons bien fait. Ce qui prouve que c'était la seule voie à suivre, c'est que le ministère Cairoli et aujourd'hui Mancini n'ont pas agi autrement que nous. Aurions-nous dû nous brouiller avec l'Autriche, c'est-à-dire avec l'Allemagne? C'eût été ridicule et dangereux.

— « J'avoue, lui dis-je, que la politique qui consiste à jalouser ses voisins me paraît surannée. Les États devraient arriver à comprendre cette vérité évidente, qu'ils n'ont aucun intérêt à se dépouiller, à se faire la guerre, à s'affaiblir réciproquement. Plus les pays qui m'avoisinent prospèrent, plus grande sera ma prospérité. Votre économiste Scialoja l'a bien dit :

« La Justice internationale sera la fille du calcul économique. »

— « Vous parlez d'or, reprit Visconti. Je crois entendre Cobden et Henry Richard. C'est la raison même. Mais de grâce, jetez un coup d'œil sur l'état de l'Europe. Elle n'est plus qu'un camp. Vos raisonnements supposent des gens pacifiques et raisonnables. Le monde sera peut-être l'un et l'autre à la fin du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Mais, en attendant, il faut tâcher de ne pas être dévoré au <sup>xix</sup><sup>e</sup>. »

— « Pour ouvrir les yeux des hommes, dit Alfieri, il faut leur enseigner, outre l'économie politique, l'histoire et surtout l'histoire moderne. Sous un régime démocratique, tout le monde devrait la savoir ; or, dans notre enseignement officiel, elle est complètement négligée. C'est une incroyable et déplorable lacune. »

Elle m'avait, en effet, frappé lors de mon précédent voyage en Italie. A propos de l'organisation de l'instruction publique en Italie, je cite l'article que vient de publier à ce sujet un homme spécialement compétent, M. Eilhard Wiedemann, professeur à l'université de Leipzig, qui publie une revue pédagogique. Il porte sur les universités italiennes un jugement très favorable. Il constate que les professeurs suivent de près tout ce qui se fait à l'étranger. Mais il regrette l'absence de discipline et un certain relâchement général : les élèves ne fréquentent pas assez régulièrement les cours, et les professeurs, absorbés par la politique et par l'administration, interrompent trop souvent leur cours.

— « Il ne faut rien négliger pour fortifier l'enseignement supérieur, dit Alfieri. C'est la haute culture intellectuelle qui seule peut sauver la démocratie de la médiocrité. Elle n'y échappera que si elle ne parvient pas à faire arriver à sa tête les hommes capables qu'elle peut produire.

— « Il est une autre solution, répondis-je, c'est, comme le veulent les économistes orthodoxes et les an-archistes, de simplifier tellement les fonctions du gouvernement qu'elles puissent être remplies, au besoin, par des ignorants et des incapables.

— « Parfait, s'écrie Visconti, si nous vivions dans une île isolée, au milieu du Pacifique. Mais en pleine Europe, nous avons bien vu où conduisent l'incapacité et l'imprévoyance.

— « On parle de nouveau, dis-je, d'une transaction entre le Pape et l'Italie.

— « C'est bien difficile, répond Vi-conti; le roi ne peut abandonner Rome, et le Pape ne peut y renoncer. Mais le temps émoussera les angles. Ce qui semble ne pouvoir durer est souvent ce qui dure le plus longtemps. L'Italie n'a nul intérêt à faire partir le Pape, et le Pape aucun à quitter l'Italie. »

La marquise est un peu souffrante; elle ne peut nous accompagner dans nos promenades. Je le regrette vivement. J'aurais voulu reprendre nos conversations de Saint-Maurice et surtout l'interroger longuement sur Cavour, dont tout ici rappelait le souvenir et qu'elle n'avait presque pas quitté, durant les derniers temps de sa vie. Hélas ! le temps passe si vite et tant de devoirs nous le dérobent. Je dois m'arracher à cette charmante hospitalité, pour courir à Neuchâtel, où je dois aller présider la session du Congrès de *Moralité publique*. Il me faut aussi renoncer à Florence, où mes chers amis Peruzzi m'appellent pour passer quelques jours dans leur villa d'Antella. Heureusement ils ne m'en ont pas gardé rancune, car ils sont venus me voir, à Argenteau, en revenant de l'Exposition d'Amsterdam.

Que de bons souvenirs j'ai rapportés de mon séjour à San Martino, de ce milieu de libéralisme élevé et humanitaire, où le père approfondissait les problèmes que soulève l'organisation de la démocratie, le gendre ceux de la politique extérieure dans laquelle il a joué un rôle si distingué, et où la mère et la fille s'adonnent tout entières aux préoccupations les plus élevées et aux bonnes œuvres.

En allant prendre le train pour Turin, je m'arrête une heure à Asti, jolie petite ville qui paraît très prospère. Belle statue du poète Alfieri sur la place publique. Immense plaine d'exercice, où l'on devrait jouer au cricket et à la paume. Lord Brabazon demandait récemment que les communes

créent des bains, des bassins de natation, comme à Paddington, et donnent des prix pour des jeux athlétiques. Sous tous ces rapports, nous sommes très inférieurs aux anciens, dit-il, et il a raison. Spencer l'a bien montré aussi.

De la gare part un tramway à vapeur; il est rempli de monde. Les familles s'y précipitent, joyeuses, pour faire des parties de campagne. Il est écrit sur les voitures : *Tramvie Astigiane — Asti-Montechiaro*.

C'est en Hollande et en Italie qu'il y a le plus de tramways vicinaux. A Turin, ils traversent la ville d'un côté à l'autre. Dans l'Italie septentrionale, il s'en construit dans toutes les directions avec les subsides des communes et des provinces. C'est un puissant stimulant de l'activité économique qui apporte un grand contingent de voyageurs et de marchandises pour les lignes principales. Pourquoi ne se fait-il presque rien en Belgique ?

Une nuit d'express, par le mont Cenis, me met à Genève à sept heures et à Lausanne vers dix heures. Je m'y arrête pour dîner avec le sympathique directeur de la *Bibliothèque universelle*, M. Tallichet. Tous deux directeurs de Revue en pays latin, nous constatons que c'est le succès de la *Revue des Deux Mondes* qui nous empêche d'augmenter notre clientèle, comme nous le voudrions. La *Revue* de M. Buloz est comme ce figuier des Indes dont les arceaux s'étendent indéfiniment. Au-dessous de ses branches, la croissance de tout arbuste est bientôt arrêtée.

— Ouida a publié un nouveau roman, *A Village commune*, où elle dépeint les souffrances d'une famille de campagnards aisés, complètement ruinée par l'effet des institutions nouvelles de l'Italie unifiée. C'est une satire amère, et cependant Ouida affirme que tous les faits qu'elle rapporte sont absolument exacts. Je l'admets, mais en groupant une série de faits vrais, on peut produire le tableau le plus faux. Qu'on prenne dans nos journaux les abus de toute sorte signalés dans une trentaine de nos villages; qu'on les condense dans le récit d'un drame qui aurait pour théâtre une de nos communes, et le lecteur dira : La Belgique est un enfer, et les Belges sont des monstres. C'est ainsi que procède Taine pour

faire connaître la Révolution française. Tout le bien oublié, tout le mal concentré, de façon à produire des ténèbres plus intenses que celles du dernier cercle du Dante. Comme je me suis permis de l'écrire à Ouida, ce qu'elle met en cause, c'est l'autonomie communale, la tyrannie des autorités locales. Or, que peut-on faire de plus pour des populations, que de leur remettre le soin de se gouverner elles-mêmes? Préfère-t-elle la tyrannie des autorités centrales? Elle oublie d'ailleurs que partout, en Italie, il y a, parmi les classes supérieures, des femmes qui ne toléreraient pas les abominables injustices qu'elle raconte.

— M. A. de Johannis consacre, dans la *Rivista di Filosofia scientifica*, un article très bien fait à combattre une proposition que je continue à croire à la fois vraie et importante, à savoir que les lois sociales sont très différentes des lois naturelles. Je trouve, dans le discours magistral que vient de prononcer M. Pietro Siciliani, à l'ouverture des cours de l'université de Bologne, la confirmation de mon opinion. Après un brillant résumé du mouvement philosophique en Italie, M. Siciliani montre en quoi la doctrine qu'il professe se sépare du matérialisme mécanique. Dans un passage, il dit ceci : « La société humaine, il est vrai, a le caractère d'un organisme, d'un fait naturel (c'est là le fond de l'argumentation de M. de Johannis). Mais elle revêt une physionomie spéciale; elle s'élève, elle se transfigure, parce qu'elle a la conscience d'une fin à atteindre et le sentiment que par elle-même elle peut y arriver... Dans l'organisme social, la coordination des monades humaines est rationnelle, libre, consciente. » C'est précisément là ce que je soutiens. Dans les lois naturelles, je ne trouve ni liberté, ni raison, ni conscience, ni justice. Je note dans le discours de M. Siciliani de belles pages sur « le règne de Dieu » et sur la question sociale. « C'est là, dit-il, la question des siècles, et plus spécialement celle de notre siècle. Elle s'impose à tous : hommes d'État et peuples, riches et pauvres, éducateurs et économistes, autorités laïques et autorités religieuses... La morale et le droit sont la base des deux disciplines qui sont les agents les plus puissants de la civilisation : l'économie politique et la péda-

gogie. » M. Siciliani rappelle qu'Antonio Genovesi a occupé la première chaire d'économie politique, vingt ans avant que parût le livre d'Adam Smith.

— L'Italie aussi s'émert du sort réservé aux « pierres de Venise », aux *stones of Venice*, comme dit Ruskin. M. Camillo Boito écrit un touchant article sur la pauvre île de Sant Elena, dont j'ai parlé dans une de mes précédentes lettres. « Oh! la chère et charmante *isoletta di Sant Elena!* Ne pouvait-on, au moins, cacher derrière les ruines et les derniers grands arbres du jardin ces bâtiments hideux qui fabriqueront des wagons? En Suisse et en Allemagne, on s'efforce de donner aux constructions industrielles un certain cachet artistique; à Venise, l'ingénieur a marché d'un pied brutal sur les exigences de l'esthétique. » M. Boito nous montre Venise menacée, d'un autre côté encore, par Santa Marta et le *Campo di Marte*, au bout de la Giudecca. J'ai vu, autrefois, le vieux général Radetzki passer ici ses Croates en revue, à cheval. C'était, disait-on, le seul cheval qui avait apparu à Venise, depuis celui de lord Byron. A Santa Marta, on a construit une grande filature de coton. Ce que le municipal et, au besoin, l'Italie, appuyée par toute l'Europe, doivent faire, c'est exiger que les usines « protégées » emploient un charbon qui ne contamine pas irréparablement les monuments de la cité des Doges. On peut les contraindre à dévorer leur fumée, comme on l'a fait à Londres. Je demande que Ruskin fasse signer une protestation par tous les amis du beau dans le monde entier. *Quod non fecerunt Barbari faciunt « protectionisti »*.

Je passe quelques jours à Neuchâtel avec les membres de notre congrès de *moralité publique*. Je suis heureux d'y rencontrer de bons amis, entre autres M. Aimé Humbert, le professeur de Cambridge, H. Stuart, Yves Guyot, M. et M<sup>me</sup> Butler, Hathan, M<sup>me</sup> Venturini. Mais le sujet m'est interdit ici. Je visite les maisons d'ouvriers, les écoles et les prisons. La place me fait défaut pour les détails : je résumerai mon impression en un mot. En comparant un département français ou une province belge à ce canton suisse, je n'hésite pas à dire qu'il est d'un siècle en avant. Je ne citerai qu'un fait. Le système

de libération provisoire pour les prisonniers réussit ici admirablement et voici pourquoi. On apprend un bon métier aux détenus. S'ils se conduisent bien, on les place chez un maître du métier qu'ils savent, sous la surveillance de la police et d'un membre du comité de patronage. Ce comité compte 1,400 membres dévoués et actifs sur une population de 120,000 habitants. Chaque semaine, le libéré se présente chez son patron, qui reçoit des rapports de la police et du maître. Le patron envoie un résumé de ces rapports au directeur de la prison. De cette façon, le libéré provisoire se réhabilite peu à peu et reprend sa place dans la société, où il obtient un plus fort salaire qu'auparavant, parce qu'il s'est perfectionné dans son métier. Quand le terme de la peine arrive, l'ancien détenu a pris de bonnes habitudes et il trouve de quoi vivre. Il échappe à la récidive ; il est sauvé. Je voudrais que mes savants collègues MM. Thonissen et Kervyn de Lettenhove aillent visiter cette prison de Neuchâtel. Les résultats obtenus sont merveilleux. Mais que de dévouement cela exige de la part du comité de patronage ! Yves Guyot et moi nous sommes confondus de tout ce que nous voyons et entendons. Nous sommes cependant en pleine démocratie et avec *referendum*, c'est-à-dire avec le gouvernement direct ou à peu près. Le marquis Alfieri me citait quelques pages excellentes des *Vues sur le gouvernement de la France*, où le duc Albert de Broglie montrait que la vraie forme d'un régime démocratique était celle qui s'était historiquement développée en Suisse. Neuchâtel m'a fait croire qu'il avait raison.

*P.S.* — Je reçois de l'intelligent éditeur de Milan, M. Hoepli, le volume de M. Giuseppe Corona, dont j'ai parlé plus haut, *Aria di Monti*. L'impression et les illustrations sont ravissantes ; je le recommande spécialement à tous les membres du Club alpin belge. Quand ils l'auront lu, il n'en est pas un, y compris le savant et toujours jeune président du Sénat, qui ne voudra gravir le Cervin.

ÉMILE DE LAVELEYE.

